

POLITIQUE CLIMATIQUE

Vrai cancre et faux champion

Raymond Klein

De nombreux gouvernements affirment s'engager au maximum afin de rendre possible un accord ambitieux à Copenhague. Parmi eux, il y a de grands pollueurs qui jouent les petits malins.

Lors du « grand oral » climatique à Copenhague, c'est un cancre qui sera l'élève le plus en vue : Barack Obama, représentant les Etats-Unis, premier pollueur mondial. L'espoir est que le président, élu il y a un an, après avoir été chercher son prix Nobel en Norvège ce jeudi, fasse un geste en faveur du climat lors de son séjour dans la capitale danoise. Après tout, un pays qui a les moyens d'envoyer 30.000 nouveaux soldats en Afghanistan « pour la paix » devrait être capable de contribuer substantiellement à la « guerre » contre le réchauffement terrestre.

Cela est d'autant plus vrai que les Etats-Unis, parmi les grands pays, ont le taux d'émissions de gaz à effet de serre le plus élevé par tête d'habitant. Et que, entre 1990 et 2006, les émissions totales ont augmenté de plus de 15 %, alors que sur la même période, l'Union européenne a réalisé une baisse de 2,7 %. Evidemment, les tentatives d'Obama d'inverser cette tendance se heurtent à une vive opposition interne. Au nom de la croissance et de l'emploi, qui dépendraient du recours illimité aux énergies fossiles, une majorité de sénateur-trice-s menacent de bloquer la « climate bill ». Tôt ou tard cependant, ils et elles finiront par se rendre compte que le sacro-saint « american way of life » n'est pas tenable - en plus de la nécessaire limitation des émissions de CO₂, il se trouve ébranlé par l'épuisement des gisements d'hydrocarbures et le rééquilibrage économique mondial. La proposition d'Obama actuellement sur la table, - 17 % en 2020 par rapport aux émissions de 2005, constitue un premier pas dans cette direction. Cependant, rapporté à 1990, cela correspond à une baisse de seulement 4 % - on ne peut pas vraiment dire que le grand retardataire met les bouchées doubles.

A côté des Etats-Unis, les pays européens font figure d'acteurs exemplaires. Certes, ils n'atteindront pas en 2010 l'objectif de - 8 % par rapport



à 1990 auquel ils s'étaient engagés, mais ils n'en sont pas si loin. Et ils débarquent à Copenhague avec une offre de réduction de 20, voire 30 %, si les autres pays prennent des « engagements similaires ». Parmi ces élèves modèles, le gouvernement luxembourgeois jouera les champions de la lutte climatique, en demandant que la « carte » des 30 % soit jouée pendant les négociations, alors que d'autres voudraient la garder pour le round final.

Cet empressement luxembourgeois de jouer franc jeu est louable mais, hélas, guère crédible. Car s'il y a un tricheur notoire autour de la table des négociations, c'est bien notre grand-duché. En effet, notre pays s'était engagé, dans le cadre du « burden sharing » européen, à une baisse de 28 % en 2010, et se retrouve aujourd'hui à un niveau d'émissions égal à celui de 1990. Pourtant, lors de la répartition des réductions post-Kyoto, le Luxembourg n'en a pas moins bénéficié d'un traitement préférentiel : - 20 % de 2005 à 2020, ce qui constitue un engagement en recul par rapport à celui fait - et non tenu - à Kyoto pour 1990-2010.

Critiquer le cancre étasunien du premier banc parce qu'il n'en fait pas assez est justifié. Mais le Luxembourg, dont les émissions par tête sont encore plus élevées, n'en fait pas plus. Pour le petit cancre au fond de la classe, l'examen a été annulé et sa « paresse » en matière climatique récompensée.

NEWS

NEWS

Budgetdebatten 2010: Kurz, heftig aber ergebnisoffen **S. 3**

Vidéosurveillance: Pas très transparent **p. 4**

REGARDS

Klimagipfel: Feilschen vor dem roten Tor **S. 6**

Conflicts scolaires: Mal entendus **p. 8**

Proteste im Bildungswesen: Wider die neoliberale Universität **S. 10**

Spring Forward, Fall Back **S. 15**

Kopenhagen: Die Stadt der Klimaretter **S. 16**

Coverbild: Raymond Klein